



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMURFIT WESTROCK FRANCE

1 RUE JULES VERNE
33660 Saint-Seurin-Sur-L'isle

Références : 2026-0070
Code AIOT : 0005201276

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement SMURFIT WESTROCK FRANCE implanté 1 RUE JULES VERNE 33660 Saint-Seurin-sur-l'Isle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection faisait suite à une plainte pour nuisances sonores adressée à la DREAL le 22 octobre 2025.

La question de la protection de la biodiversité dans le cadre de l'aménagement d'une nouvelle zone de stockage encadrée par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2025, a également été vue lors de cette visite de l'établissement et a fait l'objet d'un rapport disjoint (rapport de manquement administratif du 22 décembre 2025 DREAL/SPN).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT WESTROCK FRANCE
- 1 RUE JULES VERNE 33660 Saint-Seurin-sur-l'Isle
- Code AIOT : 0005201276
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Smurfit Westrock, basée à Saint-Seurin-sur-l'Isle, fabrique du carton ondulé à partir de papier, et le transforme en emballages. L'établissement est composé d'une halle principale consacrée à la production, équipée notamment d'une onduleuse, et de plusieurs autres locaux et bâtiments destinés au stockage, à l'expédition, aux tâches administratives et à diverses utilités. Le site emploie environ 170 personnes (dont 150 permanents) et fonctionne en 3x8h, hors week-end normalement : au jour de l'inspection, l'établissement fonctionnait 7 jours par semaine pour préparer l'arrêt de Noël.

L'établissement contient plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et est soumis au régime de l'autorisation sous les rubriques 2445 (transformation de papier et carton) et 2450 (imprimerie). Initialement autorisé en 1987, son fonctionnement est aujourd'hui réglementé par l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2005, modifié notamment par l'arrêté du 19 mars 2021 qui établit des prescriptions complémentaires portant notamment sur les nuisances sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cas des nuisances sonores : contexte

L'établissement avait déjà fait l'objet d'une plainte pour nuisances sonores en 2018. L'exploitant a effectué certains travaux fin 2018 et début 2019 afin d'améliorer l'impact sonore de son activité. Il a proposé une nouvelle série de mesures d'amélioration en octobre 2019, et des prescriptions complémentaires ont été prises par l'arrêté préfectoral du 19 mars 2021 qui, outre certaines mesures de réduction des nuisances sonores, prescrit des campagnes de mesure et une démarche d'amélioration.

L'inspection du 8 juin 2021 a permis de constater la réalisation des travaux prescrits par l'arrêté du 19 mars 2021, ainsi que ceux proposés par l'exploitant en 2019 mais non prescrits, à l'exception du mur antibruit autour des filtres à manche.

Des études acoustiques ont été réalisées en avril 2021 et en juin 2022. Les études ont montré le respect des niveaux sonores prescrits en limite de site (70 dB le jour, 60 dB la nuit), ainsi que le respect des limites prescrites des émergences en zone à émergence réglementée (ZER) en période diurne (5 dB). En revanche, les deux études ont montré le dépassement des émergences autorisées dans une ou plusieurs ZER voisines en période nocturne (3 dB). L'émergence nocturne est, dans les deux cas, plus importante dans la ZER située au Nord de l'établissement que dans celle à l'Est. Ces constats sont cohérents avec l'emplacement des installations industrielles, et le fait que le niveau de bruit résiduel nocturne autour de l'établissement est faible.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 04/10/2005, article Article 15	Demande d'action corrective	1 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que, malgré les efforts consentis par l'exploitant, et du fait de la proximité des habitations avec l'usine, des nuisances sonores demeurent, qui nécessitent de nouvelles mesures de réduction de l'impact des activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2005, article Article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Prescription contrôlée : <u>Arrêté du 4 octobre 2005, article 15</u> « L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. [...] Les dispositions du présent titre sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et les engins de chantier. » <u>Arrêté du 19 mars 2021, article 2.2</u> « En complément des dispositions du titre III de l'arrêté préfectoral du 04/10/2005 susvisé, l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions organisationnelles et techniques qui s'imposent de sorte à garantir le respect des limites de bruit fixées dans l'arrêté préfectoral précité. [...] Enfin, l'exploitant réalise autant de fois que nécessaire, après avoir réalisé des travaux d'amélioration de la situation acoustique de son établissement, les mesures acoustiques qui s'imposent selon les conditions précisées au titre III de l'arrêté préfectoral du 04/10/2005 susvisé. Une campagne de mesures acoustiques est réalisée sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. En cas de non-conformités persistantes, l'exploitant met en œuvre des actions correctives supplémentaires pour améliorer la situation acoustique de son établissement ; en outre, des murs anti-bruits (dont les dimensions sont appropriées) sont installés en angle autour des filtres à manches présents sur les installations (en arrière de l'usine). »
Constats : L'inspection a permis de constater la situation au sein de l'établissement. La plupart des activités industrielles ont lieu à l'intérieur des bâtiments dédiés : en particulier, l'onduleuse, qui constitue l'équipement industriel le plus important et le plus bruyant, est installée dans le bâtiment principal, proche de la paroi Nord. Toutefois, certaines activités bruyantes s'entendent de l'extérieur : soit il s'agit de canalisations de déchets et chutes de papier, qui aboutissent dans des bennes à l'extérieur du bâtiment et dont les pompes sont installées en façade, soit il s'agit

d'utilités bruyantes, comme le local du déchiqueteur des chutes, ou d'extractions d'air.

Les mesures d'amélioration de la situation acoustique, dont la présence avait déjà été constatée en 2021, sont encore en place. Leur état n'a pas fait l'objet de remarque particulière. Toutefois, on peut remarquer que certains de ces efforts d'amélioration sont rendus en partie vains par des omissions regrettables : par exemple, le caisson du déchiqueteur, bien que réputé insonorisé, est pourvu d'une ouverture de ventilation en façade, non insonorisée, par lequel le bruit peut sortir. De la même manière, le bâtiment industriel qui abrite l'onduleuse est pourvu d'extractions d'air, et même de fenêtres ouvertes en permanence en façade Nord.

L'exploitant indique que la dernière mesure identifiée en 2018 et 2019 restant à mettre en œuvre est le mur antibruit, dont la construction a été repoussée en raison de son coût important. L'inspection souhaite porter à son attention que des mesures plus immédiates et au coût plus modéré pourraient avoir un effet d'atténuation acoustique significatif, et qu'il serait judicieux de commencer par évaluer l'impact de ces mesures simples avant d'engager des travaux importants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant présente à l'inspection des installations classées, sous un mois, son programme d'action et de contrôle afin de réduire les nuisances sonores de son établissement. Les premières mesures d'atténuation et le contrôle qui en découle devront intervenir avant la fin de l'année 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois